

d'Information Canada, s'accordent à dire que les relations individuelles sont le moyen le moins efficace sur le plan des frais, pour faire passer un message. Bien qu'il y a dans le pays des groupes ou des régions bien définis auxquels des renseignements précis peuvent être envoyés, l'idée que l'information doit être adaptée à tous les intérêts concevables ne devrait pas être encouragée. Lorsque l'on considère l'énorme diversité des intérêts, des opinions et des besoins couverts par des termes génériques comme «la jeunesse», «les dépourvus», «les minorités ethniques», «les citadins» ou «les autochtones», on admettra qu'il n'est pas réaliste d'adapter l'information aux sous-groupes arbitrairement définis et d'éviter toute hausse des frais. Même si l'on définit avec un soin particulier ces groupes et si l'on évalue leurs besoins précis, on n'est pas sûr que le programme d'information sera utile. Le Comité estime que, selon les nécessités de la situation, les programmes d'information devraient viser à atteindre le plus grand secteur possible de la population.

L'impossibilité dans laquelle se trouve Information Canada de réduire son effectif a constitué l'une des critiques les plus importantes qui lui ait été faite dès le départ. Nous admettons le bien-fondé de cette critique. Nous admettons aussi que si le rôle d'Information Canada avait été précisément défini dès le départ, ce genre de critiques aurait pu être évité. Les questions de dépenses et de prolifération du personnel ont été tout particulièrement discutées lors des délibérations du Comité. Nos recommandations et nos conclusions vont dans le sens d'une plus grande rationalisation des services d'Information Canada, surtout pour ce qui est de son rôle d'organisme de coordination et de contrôle. Dans ce rôle, le Comité se rend compte que si la réalisation des programmes d'Information Canada est couronnée de succès, il peut s'en suivre une augmentation du personnel au sein des ministères en cause. Toutefois, Information Canada devrait uniformiser davantage les services d'information du gouvernement et devrait s'assurer que toute augmentation de personnel ou de budget soit tout à fait justifiée.